



université
PARIS-SACLAY

N° d'enregistrement
CA/DOF/19.09.2023/6

**Délibération du Conseil d'Administration
Du 19 septembre 2023**

Objet : Approbation de l'accord de coopération entre AIBS en Côte d'Ivoire et l'UEVE IUT d'Evry - Année universitaire 2023-2024

Vu le code de l'éducation, notamment son article L.712-6-1 ;

Vu les chapitres VI et VIII des statuts de l'Université ;

Vu l'article 17 du règlement intérieur de la CFVU.

Vu l'accord de coopération interuniversitaire entre l'Atlantique International Business School (AIBS) à Abidjan (Côte d'Ivoire) et l'UEVE IUT d'Evry.

Note de contexte :

Le présent accord est un accord-cadre de coopération qui a pour objet d'approfondir les relations entre l'AIBS et l'UEVE, en vue de contribuer au développement d'activités de formation et de recherche.

Tout approfondissement des relations entre les deux établissements donnera lieu à la conclusion de conventions d'application entre l'UEVE et l'AIBS, portant sur des domaines spécifiques ou établissant des modalités particulières de collaboration.

Le Conseil d'Administration décide,

Article unique :

Le Conseil d'Administration approuve, pour l'année universitaire 2023-2024, l'accord d'Atlantique International Business School (AIBS) – IUT de l'Université d'Evry Val d'Essonne IUT, reproduit en annexe de la présente délibération.

Fait à Evry, le 19 septembre 2023.

Vincent BOUCHIER
Président de l'Université



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal administratif de Versailles, sis 56 avenue de Saint-Cloud à Versailles. La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée via l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr

ACCORD-CADRE DE COOPERATION

entre

L'ATLANTIQUE INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL

Ci-après dénommée "AIBS"

Cocody Danga, lot 155, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Représentée par M. Fousseny KONE, Président,

et

L'UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE

Ci-après dénommée "UEVE"

Boulevard François Mitterrand 91025 EVRY Cedex (France)

représentée par M. le Professeur Vincent BOUHIER, Président,

- Vu le décret n°85-1124 du 21 octobre 1985 relatif à la coopération internationale des Etablissements d'Enseignement Supérieur relevant du Ministère de l'Education Nationale
- Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'Enseignement Supérieur
- Vu le décret n°2019-1131 du 5 novembre 2019 portant sur la création de l'Université Paris-Saclay et statuant sur la participation de l'UEVE en son sein en tant qu'université membre-associée.
- Vu les textes législatifs et réglementaires en vigueur dans chaque pays en matière de coopération dans les domaines de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et Technique

Dans un désir mutuel d'approfondir leurs relations en vue de contribuer au développement de l'enseignement supérieur, l'AIBS et l'UEVE, ci-après dénommés « les établissements », sont convenus de ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent accord est un accord-cadre de coopération qui a pour objet d'approfondir les relations entre l'AIBS et l'UEVE, en vue de contribuer au développement d'activités de formation et de recherche.

Tout approfondissement des relations entre les deux établissements donnera lieu à la conclusion de conventions d'application entre l'UEVE et l'AIBS, portant sur des domaines spécifiques ou établissant des modalités particulières de collaboration.

Article 2 : Domaines de coopération

Les établissements signataires envisagent de développer la coopération dans toutes les disciplines communes, et plus particulièrement en :

- Sciences de Gestion
- Sciences et Technologies

Toute coopération structurante et durable, dans un domaine autre que ceux précités fera l'objet d'une convention spécifique.

Article 3 : Objectif de la coopération

La coopération entre l'AIBS et l'UEVE a pour objet la réalisation conjointe et coordonnée de programmes de formation dans les disciplines concernées.

Article 4 : Mise en œuvre de la coopération

En vue d'atteindre les objectifs définis à l'article précédent, chaque établissement s'engage, dans la mesure des moyens dont il peut disposer et conformément à la réglementation en vigueur dans chaque État :

- à encourager les programmes de formation couverts par le présent accord-cadre et à s'efforcer d'organiser les échanges d'information et de documentation pédagogique nécessaires au développement de l'enseignement supérieur.
- à encourager des actions de formation.
- à faciliter la participation des enseignants-chercheurs, enseignants, ingénieurs, et autres personnels concernés à la réalisation des actions de coopération, en prenant notamment toutes dispositions pour organiser les missions et échanges nécessaires à leur réalisation, avec la prise en charge des frais de voyage et des frais de séjour par l'établissement à l'origine de la demande. L'établissement d'accueil facilitera leur accueil et leur séjour.

- à accueillir des étudiants de l'autre établissement dans des limites fixées d'un commun accord et sous réserve qu'ils remplissent toutes les conditions d'admission en vigueur dans l'établissement d'accueil.
- à organiser des consultations et des confrontations périodiques sur les programmes de formation en cours et, de manière générale, à organiser tout autre type de collaboration qui peut se révéler utile à la réalisation de ces objectifs.

La mise en œuvre du présent accord fait l'objet d'une programmation annuelle ou pluriannuelle élaborée en commun par les deux établissements contractants qui se consultent chaque fois qu'ils l'estiment nécessaire.

Les deux établissements dressent périodiquement un bilan des actions réalisées ou en cours de réalisation et établissent un rapport qui est communiqué à leurs instances compétentes ainsi qu'aux autorités de tutelle concernées.

Article 5 : Publication et confidentialité

Chaque partie conservera la propriété exclusive des connaissances et résultats antérieurement acquis dans le domaine concerné.

Toute publication ou communication d'information portant sur les résultats ou savoir-faire issus du présent accord-cadre et de ses conventions d'application, par l'une des parties, devra recevoir, pendant la durée de l'accord, l'accord écrit de l'autre partie qui fera connaître sa décision dans un délai maximum de deux mois, par lettre recommandée, à compter de la demande. Passé ce délai, en l'absence de réponse, l'accord sera réputé acquis.

Ces publications et communications devront mentionner le concours apporté par chacune des parties.

Chaque partie s'engage à considérer comme confidentielle toute information fournie par l'autre partie (documents, savoir-faire, méthodes, connaissances) et à n'utiliser celle-ci qu'à l'occasion de l'application du présent accord-cadre et de ses conventions d'application.

Chaque partie s'engage à ne pas divulguer ou communiquer à quiconque, sauf aux membres de son personnel qui devrait en avoir connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre ou de ses conventions d'application, les informations confidentielles fournies.

Chaque partie prendra toute disposition pour assurer le respect de ces obligations de confidentialité par son personnel. La présente obligation ne s'appliquera pas aux informations qui seraient déjà connues par l'autre partie avant leur réception, ou accessibles au public.

Article 6 : Modalités de financement

Les établissements contractants s'efforcent de prévoir dans leur budget les moyens nécessaires à la mise en œuvre du présent accord.

Les modalités précises de financement des programmes de formation couverts par le présent accord seront négociées périodiquement et feront l'objet de conventions spécifiques soumises à l'approbation des établissements contractants. Ces conventions spécifiques préciseront les actions particulières à mener ainsi que les moyens humains et financiers à mettre en œuvre.

Article 7 : Validité, modification, résiliation

Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans. Il prend effet à la date d'apposition de la dernière signature.

La modification du présent accord peut être demandée chaque année par chacun des établissements contractants et fait alors l'objet d'un avenant signé par les représentants de chaque établissement.

Le présent accord peut être dénoncé, par écrit, par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de 6 mois, et sans préjudice pour les actions de coopération en cours.

A l'issue de la cinquième année, si les parties souhaitent un renouvellement, l'accord est à nouveau soumis à l'approbation des autorités compétentes.

Article 8 : Règlement des litiges

Chaque convention d'application issue du présent accord indiquera, au cas par cas, quelle sera la loi applicable et le tribunal compétent en cas de litige.

Article 9 : Cas de force majeure

Dans l'éventualité où un élément de force majeure venait à se produire, aucune Partie ne sera responsable de la non-exécution totale ou partielle de ses obligations provoquées par cet événement.

La Partie invoquant un événement constitutif de force majeure devra en aviser l'autre Partie dans les sept jours suivant la survenance de cet événement. De plus, elle s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin de limiter les conséquences de cet événement. Les délais d'exécution seront prolongés pour une période déterminée d'un commun accord entre les Parties. Dans l'hypothèse où un événement de force majeure persisterait pendant plus de 30 jours, les Parties se concerteront afin de déterminer les conditions en vertu desquelles les activités du présent Contrat seront maintenues ou suspendues.

Les parties conviennent de recourir au cas de force majeure qui se définit comme étant une circonstance exceptionnelle, étrangère à la connaissance des deux parties qui en subissent les effets, et a pour résultat l'empêchement d'une des deux parties à honorer le présent accord. Le cas de force majeure comprend de manière non-exhaustive : le conflit armé, l'état de catastrophe naturelle ou la pandémie.

En 2 exemplaires originaux rédigés en langue française.

Fait à Abidjan, le

Le Président de
l'Atlantique International Business School

Fousseny KONE

Fait à Evry, le

Le Président de
l'Université d'Evry Val d'Essonne

Vincent BOUHIER

